



Conseil de
sécurité

Distr.
GENERALE

S/25866
29 mai 1993
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 26 MAI 1993, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL
DE SECURITE PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DE L'ALBANIE AUPRES
DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous communiquer d'urgence ce qui suit.

L'Albanie est profondément préoccupée par la situation extrêmement dangereuse qui règne au Kosovo et qu'ont considérablement aggravée récemment l'oppression accrue dont est victime le peuple albanais du Kosovo et d'importants mouvements de troupes dans la région.

Le 22 mai, à 23 heures, un incident grave s'est produit à Glogovc, ville du Kosovo. Pendant 20 minutes, des coups de feu ont été tirés au moyen de divers types d'armes. Deux policiers serbes ont été tués et cinq autres blessés au cours de cette attaque dont l'origine reste inconnue. Immédiatement après, des forces de police très nombreuses ont exercé une brutale répression à l'encontre des Albanais de la région : une centaine d'entre eux ont été arrêtés et beaucoup ont été roués de coups et blessés. Des unités militaires, bientôt arrivées sur place, ont fait respecter l'état d'urgence dans la zone, y compris la ville de Glogovc.

Cet incident armé, comme d'autres, analogues, qui l'ont précédé, fait partie de la stratégie mise en oeuvre par le régime serbe d'occupation au Kosovo en vue de forcer les Albanais à renoncer à leur résistance pacifique pour prendre les armes, ce qui donnerait au régime serbe un prétexte pour engager ouvertement les hostilités et massacrer la population albanaise de la région.

Depuis 1989, date à laquelle l'état d'urgence a été proclamé au Kosovo, la région est occupée par des militaires. Ces quatre années ont été pour le peuple albanais du Kosovo les plus difficiles de leur histoire : passages à tabac, mauvais traitements, meurtres et emprisonnement, tortures et persécutions, tel est le triste bilan de l'armée et de la police serbes.

Les autorités serbes ont licencié les Albanais en très grand nombre et exercé à leur encontre une impitoyable discrimination dans les domaines de l'éducation, de la santé et des services publics. Depuis des années, les Albanais du Kosovo sont victimes d'un nettoyage ethnique. Les autorités serbes ont adopté les mesures législatives et administratives voulues pour que ce nettoyage ethnique se poursuive de manière occulte. Les résultats de ce processus caché et silencieux sont dramatiques : plus de 300 000 Albanais ont été forcés de quitter la terre de leurs ancêtres qu'occupent désormais de

nombreux colons serbes venus de diverses régions de l'ex-Yougoslavie et à qui l'on offre diverses facilités pour les pousser à s'installer en nombre croissant au Kosovo. Et comme si tout cela ne suffisait pas, les Serbes ont récemment renforcé leur présence militaire et fait encore plus étalage de leur force au Kosovo, déclarant ainsi ouvertement leur intention de massacrer les Albanais de la région.

Le Kosovo est actuellement le théâtre d'importants mouvements de troupes, notamment dans les grandes villes et à proximité de la frontière avec l'Albanie. Le déploiement d'unités militaires et d'armes lourdes serbes venues de différentes régions de Serbie s'intensifie avec chaque jour qui passe. On constate une activité accrue de la part de civils armés et d'unités paramilitaires serbes qui provoquent quotidiennement les Albanais, augmentant ainsi la tension dans la région. Des raids armés menés récemment par la police serbe dans tout le Kosovo sous le prétexte de rechercher des armes ont été l'occasion de tabassages et autres sévices à l'encontre de très nombreux Albanais. Il est difficile de savoir si le peuple albanais du Kosovo pourra endurer encore longtemps cette situation avec l'admirable patience dont il a fait preuve jusqu'à présent.

Dans ces conditions, alors que la situation tendue qui règne au Kosovo est considérablement aggravée par le renforcement de la présence militaire serbe et des incidents graves et quotidiens comme celui qui vient de se produire à Glogovc, l'Albanie exprime son inquiétude légitime face à l'extension au Kosovo du conflit meurtrier qui se déroule en Bosnie-Herzégovine. A l'évidence, un conflit au Kosovo aurait de terribles conséquences pour le peuple albanais de cette région et serait très difficile à contenir. Il est manifeste qu'une grave menace pèse sur la paix et la sécurité dans les Balkans et en Europe.

L'Albanie invite donc instamment le Conseil de sécurité, en tant qu'organe international responsable au premier chef du maintien de la paix et de la sécurité dans le monde, à prendre les mesures nécessaires pour prévenir le conflit au Kosovo. Elle lui demande, agissant en vertu de la Charte des Nations Unies et, plus précisément, de l'Article 34 de celle-ci, de procéder immédiatement à une enquête sur la situation explosive qui règne au Kosovo en y envoyant une mission d'établissement des faits. Le Gouvernement albanais demande une fois de plus que le Conseil de sécurité, conformément au Chapitre VII de la Charte, envisage le déploiement de forces des Nations Unies au Kosovo dans les plus brefs délais pour éviter que la guerre n'éclate dans cette région.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre en tant que document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent

(Signé) Thanas SHKURTI
